

## **COMMUNIQUE**

### **GRÈCE : libéralisme économique, austérité sociale**

Si l'accord passé ce week-end à Bruxelles permet que la Grèce reste dans la zone euro, il n'en reste pas moins que les créanciers, dont les pays membres de la zone euro, y mettent des conditions restrictives sévères mettant sous tutelle la démocratie grecque.

Pour FORCE OUVRIERE, la technocratie et les règles monétaristes ne constituent en rien un gage de progrès social et de démocratie. Les modalités actuelles de la « gouvernance économique » de la zone euro transforment de fait un outil en principe politique.

Pour le Secrétaire général de FORCE OUVRIERE, Jean-Claude MAILLY, il est plus que temps de revoir les traités européens et les modalités de la construction européenne auxquels la France a participé.

Les contraintes imposées à la Grèce s'inscrivent à nouveau dans une logique économique libérale d'austérité sociale.

Le BIT a déjà condamné la Grèce pour non-respect des conventions internationales du travail, les mesures exigées ce week-end ne feront que renforcer cette violation.

Paris, le 15 juillet 2015